

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET  
L'AGRICULTURE  
RESEAU INTERNATIONAL FORMATION AGRICOLE ET RURALE**

**ATELIER INTERNATIONAL**

**« Crises alimentaires : la formation des ruraux en question »**

***Rome – Siège de la FAO - 4 et 5 juin 2009***

**H.E. Mireille GUIGAZ**

**Ambassadeur France, Représentante Permanente de la France auprès de  
l'OAA / FAO**

**Ambassador, Permanent Representative of France to FAO**

Bonjour à tous et toutes,

Je suis particulièrement heureuse d'ouvrir ce séminaire aujourd'hui. Les interventions précédentes ont d'ailleurs permis de dire déjà l'essentiel.

Je vais essayer de vous dire comment nous voyons les choses et comment nous les ressentons.

Ce serait une erreur majeure de croire que les ruraux vont disparaître au profit des centres urbains et de ne pas capitaliser sur les populations rurales, et cela de plusieurs points de vue.

Ce serait d'abord une erreur morale de passer par pertes et profits 70 à 90% de la population au motif que les petits paysans n'existeront plus. Or ils existeront toujours.

Ce serait une erreur contre l'esprit et une erreur humaine car nous parlons ici d'hommes, d'enfants et de femmes.

Ce serait ensuite une erreur économique. Les économistes ont tort de ne pas inciter à investir dans le milieu rural, car il faut investir dans le capital humain, les petits paysans, et tout particulièrement dans les domaines de l'éducation et du savoir. Il ne s'agit pas seulement de vulgariser des techniques ou des outils mais de donner aux populations rurales les clefs de la connaissance, le désir et le plaisir d'accéder à la connaissance, et d'utiliser les outils d'action qu'elle procure. Dans le labyrinthe de la connaissance, les producteurs trouveront les moyens de s'orienter eux-mêmes s'ils en ont les outils de compréhension, si nous leur ouvrons les portes. Le plus important n'est pas la bonne santé des banques, le premier investissement, c'est l'investissement humain.

Nous disons cela depuis très longtemps et nous ne sommes toujours pas entendus. Nous ne sommes pas encore arrivés au bout du chemin. Comment se fait-

il que nous ne soyons pas entendus ? Comment se fait-il que le monde politique ne veuille pas savoir ?

Ce serait pourtant une erreur politique de ne pas investir dans les populations rurales. Comment ne pas comprendre qu'il faut investir dans sa population majoritaire. Pourquoi ce silence des politiques ?

Cela fait beaucoup d'erreurs à la fois.

Mais il ne faut pas se décourager, on avance. Je vous invite à continuer à témoigner, à poursuivre votre travail avec professionnalisme, courage, motivation.

La France est engagée depuis longtemps dans l'éducation et la formation, ainsi que les initiatives Fast track éducation. Nous nous sommes engagés dans l'appui aux pays qui s'engagent eux-mêmes dans ces politiques. Ce n'est pas d'aujourd'hui que la France appuie l'accès aux savoirs, à la connaissance, car ces éléments ont toujours été jugés absolument fondamentaux. Nous avons mis en France un accent extraordinaire sur l'éducation depuis la Troisième République, notamment en milieu rural, et c'est 6 ou 7 générations plus tard que nous en retirons les fruits. Nous considérons que l'éducation est un ingrédient fondamental du développement et que l'accès au savoir n'est pas optionnel. C'est une nécessité incontournable.

Il est de la responsabilité des gouvernements de mettre l'accent sur l'éducation en particulier des populations rurales. Ne sont-elles pas la majorité des populations ? Nous sommes dans une crise alimentaire, nous irons de crise en crise car nous n'avons pas fait ce qu'il fallait depuis 20 ans. Si nous voulons nourrir la population, il faut bien avoir des petits producteurs, ce sont eux aujourd'hui qui assurent la production agricole. N'oublions pas enfin que les enfants qui ne vont pas à l'école, qui ne vont pas apprendre, c'est une injure faite à l'avenir. Je vous appelle à mobiliser vos gouvernements sur cette question.

Maintenant il faut être réalistes car nous demandons aux gouvernements de se mobiliser sur tout : l'agriculture, l'environnement et le réchauffement climatique, la santé, les infrastructures... Mais toutes ces priorités mises bout à bout dépassent les possibilités des gouvernements. Imaginons donc des solutions adaptées, centrées sur des résultats, qui font la démonstration que cela marche. Utilisons des méthodes douces d'incitation pour montrer aux gouvernements que quand ils font les bons gestes, nous sommes vraiment à leurs côtés sur la durée, avec force.

Les objectifs de ce séminaire sont multiples :

- il doit rappeler des réalités, capitaliser sur les connaissances, ce n'est pas la peine de tout réinventer. Nous savons déjà énormément de choses.
- il faut passer à l'action, et s'assurer que ça marche,
- Il faut interpeller les politiques à travers la FAO, dont c'est le métier
- et enfin échanger sur vos expériences dans un esprit de liberté, de transparence, de tolérance. Il n'y a pas de modèle unique. Nous le savons aussi.

Je vous remercie.